

Questions orales

ON DEMANDE DE NOUVELLES MESURES

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Monsieur le Président, le document lu par le chef de l'opposition, dont le premier ministre n'a pas parlé, venait du ministère des Transports. Il disait que le budget augmenterait les pressions inflationnistes, du fait des taxes de vente et d'accise, ainsi que des taxes sur les carburants et les matériaux de construction. Tout le monde sait que cet énorme fardeau fiscal n'est pas la bonne solution. Le premier ministre le sait, le ministre des Transports le sait et tous leurs collègues du cabinet le savent également.

Le premier ministre demandera-t-il au ministre des Finances, ou à son successeur, de retourner à ses cartons et de revenir avec un nouveau scénario qui diminuerait l'inflation, augmenterait la demande des consommateurs et stimulerait l'emploi?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je me rends compte qu'il est encore très tôt. Selon mon collègue ce n'est pas la bonne solution. Le très honorable chef de l'opposition prétend pouvoir réduire le déficit de 50 p. 100 en quelques années seulement. Je sais qu'il est encore fort tôt, mais à un moment donné, les Canadiens vont leur demander ce qu'ils ont à l'esprit. Jusqu'à présent, nous n'avons eu que des critiques et des commentaires négatifs. Leur argumentation ne prend pas, car ce que veut le pays c'est la prospérité et l'espoir—ce que lui donne le gouvernement—qui créeront de nouveaux emplois et une nouvelle richesse. On va donc leur demander ce qu'ils proposent.

LA TAXE DE VENTE

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri-Westmount): Monsieur le Président, puisque le premier ministre nous invite à proposer quelque chose, envisagerait-il de demander au ministre des Finances d'étudier la possibilité de réduire la taxe de vente, étant donné que les simulations du Conseil économique du Canada ont montré que cela diminuerait l'inflation, stimulerait la demande et augmenterait le revenu disponible? Cela aurait pour effet de diminuer le déficit. Envisagerait-il ce scénario?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, si ce scénario est si intéressant, pourquoi le député n'a-t-il pas insisté pour que M. Lalonde l'applique? Il faisait parti du gouvernement et il n'a rien dit. Voilà le problème, les libéraux sont empalés sur leurs propres contradictions.

LA PROLONGATION DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je voudrais commencer par adresser mes meilleurs vœux et ceux de mes collègues aux pages de la Chambre des communes qui nous ont été d'une aide précieuse. Nous leur souhaitons bonne chance dans leurs futures entreprises.

Je ne suis pas certain que nous ayons réussi à leur donner des leçons de courtoisie. J'ignore s'ils ont appris quelque chose de la vie, mais peut-être ont-ils eu un aperçu du monde de la politique. Nous leur souhaitons tous bonne chance.

Des voix: Bravo!

• (1125)

M. Broadbent: Monsieur le Président, revenons-en au monde de la politique. Je voudrais poser une question au premier ministre et peut-être se montrera-t-il un peu plus coopératif aujourd'hui qu'il ne l'a été hier. C'est au sujet du changement que le ministre des Finances a annoncé hier à propos de l'impôt sur les sociétés qui sera prolongé de six mois.

Ma question est la suivante. Lorsqu'un de mes collègues a proposé cette prolongation, il y a une dizaine de jours, le ministre des Finances jugeait cette idée ridicule. A l'entendre, cela devait avoir un effet dissuasif et réduire la création d'emplois au lieu de la stimuler. Si c'était le cas il y a dix jours, pourquoi n'était-ce plus le cas hier?

[Français]

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, la nuit porte toujours conseil. Le ministre des Finances a indiqué et je l'ai confirmé, à quelques occasions en conférence de presse ce matin, que nous ne sommes pas ici comme des rois: nous sommes ici comme des serviteurs du peuple. Parmi nos obligations se trouve l'obligation d'écouter, et nous avons écouté la population sur une question importante. Je pense qu'il n'y a pas de reproche à nous faire à ce sujet.

[Traduction]

L'IMPOSITION DE L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, le premier ministre a dit que la nuit portait conseil. Je croyais que les pensionnés se contentaient de le harceler pendant le jour. J'espère qu'au cours de l'été il pourra au moins retrouver le sommeil à propos de cette question.

Un autre aspect du budget nous préoccupe, à savoir la hausse de taxe de 1c. le litre que le gouvernement a annoncée et qui aura des conséquences très négatives pour les consommateurs et la compétitivité de l'industrie canadienne. Comme il aurait pu obtenir pratiquement autant d'argent en imposant une taxe sur les bénéfices excessifs des sociétés pétrolières, sur les profits qu'elles tireront du pétrole déjà découvert, des profits considérables qui n'ont rien de nouveau au Canada ou à l'étranger, au lieu de puiser dans le porte-monnaie des consommateurs, pourquoi n'a-t-il pas cherché à obtenir cet argent en imposant l'industrie pétrolière?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous avons notamment essayé, et avec un certain succès, je pense, de ressusciter une industrie de l'Ouest, à savoir celle du pétrole et du gaz, que le gouvernement libéral avait dévastée et saccagée. Nous essayons de la ressusciter dans l'intérêt des Canadiens non seulement de l'Ouest, mais de tout le pays, car chaque fois qu'on investit un dollar dans l'Ouest, le reste du pays récupère environ 50c. sous forme de nouveaux emplois.